



FICHE DE SYNTHÈSE

Le programme Agriculture au service du développement dans les pays en mutation de l'Asie, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

Les pays en mutation de l'Asie, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont un défi sans précédent à relever : lutter contre la pauvreté de masse et réduire les disparités qui s'aggravent entre revenus urbains et ruraux. Dans les économies asiatiques à croissance rapide, plus de 770 millions de personnes, dont 80 pour cent dans les zones rurales, vivent toujours avec moins d'un dollar par jour. La priorité est de créer des emplois ruraux par la diversification, en liant l'agriculture à forte intensité de main-d'œuvre et à forte valeur ajoutée à un secteur rural non agricole dynamique dans les villes secondaires. Des investissements massifs dans le capital humain sont nécessaires pour préparer les ruraux pauvres à des emplois de meilleure qualité dans les zones rurales et pour les aider à réussir leur migration. Une attention particulière doit également être portée à la réduction de l'empreinte environnementale de l'agriculture intensive, à la gestion de la rareté des terres et de l'eau, et au développement des régions en retard de développement.

Dans les pays en mutation, les secteurs non agricoles connaissent la croissance la plus rapide au monde. L'agriculture n'y est plus une source majeure de la croissance économique : elle ne contribue que pour environ 7% à l'augmentation du produit intérieur brut. Cependant, la pauvreté reste majoritairement rurale (600 millions de ruraux pauvres, soit 79% de la pauvreté totale). Les pays en mutation, notamment la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Maroc et la Thaïlande, comptent plus de 2,2 milliards de ruraux. 98% de la population rurale d'Asie méridionale, 96% de celle d'Asie de l'Est et du Pacifique, et 92% de celle du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord vivent dans des pays en mutation.

Le fossé qui s'élargit entre revenus ruraux et revenus urbains constitue une caractéristique des économies en mutation. En Chine, l'incidence de la pauvreté urbaine a diminué deux fois plus vite que celle de la pauvreté rurale entre 1980 et 2001 ; en Indonésie, elle a baissé 2,5 fois plus vite durant la même période, et en Thaïlande, 3,7 fois plus vite entre 1970 et 1999. Même avec des secteurs non-agricoles en croissance rapide, la population ne quitte pas l'agriculture et les zones rurales aussi vite que s'effectue la restructuration des économies. Cela est dû à l'absence de compétences, au vieillissement de la population, aux rigidités du marché du travail et de la main-d'œuvre, et aux liens sociaux et communautaires. De ce fait, le nombre de ruraux pauvres devrait excéder celui des pauvres en milieu urbain au moins jusqu'en 2040.

Le principal objectif du programme Agriculture au service du développement dans les pays en mutation est de réduire les disparités entre revenus urbains et ruraux ainsi que la pauvreté rurale tout en évitant les pièges que constituent les subventions et le protectionnisme pour garantir les revenus ruraux. Ces problèmes ont été très peu traités jusqu'à présent. Les politiques accordent désormais une attention croissante à l'aggravation des disparités de revenus et de fortes pressions sont exercées pour mieux utiliser les possibilités de l'agriculture au service du développement.

Les pays en mutation ont des caractéristiques structurelles communes et diversifiées.

Les caractéristiques structurelles spécifiques des pays en mutation doivent être prises en compte lors de la définition du programme Agriculture au service du développement, malgré la grande diversité entre ces pays et à l'intérieur de ces pays.

Pressions démographiques et diminution de la taille des exploitations agricoles. En Asie, la taille moyenne de l'exploitation agricole est petite : de 0,4 à 0,5 hectare au Bangladesh, en Chine et dans la région du delta au Viêt

Nam. En Asie méridionale, elle continuera de décliner car la population rurale augmente de 1,5 pour cent par an et ne devrait pas commencer à baisser avant au moins 2020. La poursuite de la croissance démographique, la diminution de la taille des exploitations et l'augmentation du nombre de paysans sans terre entraînent des pressions considérables sur les emplois ruraux.

Rareté de l'eau. Les ressources en eau douce sont déjà utilisées à plein dans nombre de pays, et l'augmentation rapide de la demande à des fins industrielles, urbaines et environnementales entraînera une diminution de l'eau disponible pour l'agriculture. Le problème de la rareté de l'eau est particulièrement aigu et devrait s'aggraver avec le changement climatique et la hausse de la demande au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans de grandes parties de la Chine et de l'Inde. Dans de nombreux pays, l'irrigation utilise les eaux souterraines en grandes quantités, entraînant un surpompage, une diminution de la nappe phréatique dans les aquifères et un rythme de recharge trop lent, ainsi qu'une dégradation de la qualité des eaux souterraines.

Des régions en retard de développement. Certaines zones rurales pauvres ont connu un essor avec une croissance économique générale, mais d'autres stagnent et connaissent un niveau élevé de pauvreté. Il existe des zones en retard de développement à l'intérieur de la Chine, dans plusieurs États de l'est et du centre de l'Inde, sur les hauts plateaux du Viêt Nam et dans les zones désertiques d'Afrique du Nord. Les causes en sont variées : faiblesse du potentiel agricole, des investissements dans les routes et l'irrigation, de la gouvernance, et marginalisation sociale et ethnique. Pourtant, certaines de ces régions disposent d'un bon potentiel de croissance agricole et pourraient devenir les « greniers » du pays (est de l'Inde par exemple).

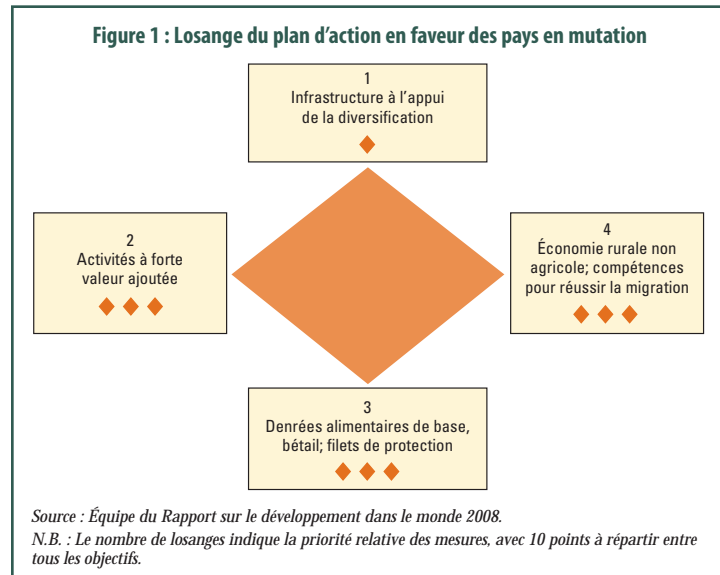
Économie politique des politiques agricoles. La pression politique exercée par les agriculteurs pour combler le fossé entre revenus urbains et ruraux grâce au protectionnisme et aux subventions s'accroît. Du fait du grand nombre de pauvres, la protection des prix alimentaires pour augmenter les revenus agricoles peut avoir un coût élevé pour les consommateurs pauvres, notamment la plupart des petits agriculteurs, qui sont acheteurs nets de produits alimentaires. Une autre forme de soutien des revenus agricoles consiste à subventionner les facteurs de production tels que l'eau et les engrais. Ces subventions entraînent un retour en arrière car elles distribuent des avantages aux grands exploitants agricoles, nuisent à l'environnement mais aussi détournent les priorités budgétaires en réduisant les investissements dans les biens publics essentiels tels que l'infrastructure rurale. Les grands exploitants agricoles risquent d'accaparer



les bienfaits politiques du protectionnisme et des subventions, ralentissant ainsi le processus de réforme.

Un programme d'action en faveur des pays en mutation est nécessaire.

Du fait des pressions démographiques et foncières, le programme en faveur des pays en mutation doit porter sur tous les aspects de la sortie de la pauvreté (figure 1) : agriculture, emploi dans l'agriculture et l'économie rurale non agricole et migration.



De la révolution verte à la nouvelle agriculture. Une augmentation rapide des revenus urbains et la demande en produits à forte valeur ajoutée sont les principaux moteurs d'une croissance agricole plus rapide et de la réduction de la pauvreté dans les pays en mutation, même s'il faut continuer à porter une grande attention à l'augmentation durable du rendement dans le domaine des denrées alimentaires de base. La transformation et la commercialisation de nombreux produits à forte valeur ajoutée permettent de réaliser des économies d'échelle ; de ce fait, des innovations institutionnelles telles que l'agriculture sous contrat peuvent contribuer à réduire les coûts de transaction et les risques pour les petits exploitants agricoles. Établir des relations entre ceux qui assurent la transformation et les détaillants peut aussi permettre un meilleur accès aux capitaux bancaires et fournir des technologies, des services de vulgarisation et des modalités de rachat, tout en assurant la sécurité sanitaire des aliments. Il faut en priorité améliorer le climat d'investissement de l'industrie agroalimentaire et faciliter les mesures collectives par l'intermédiaire des organisations de producteurs afin d'atteindre une certaine échelle de commercialisation et de négocier de meilleurs prix. Une réforme du soutien aux céréales par les prix et les subventions sera aussi nécessaire dans de nombreux cas afin d'inciter à la diversification des produits à forte valeur ajoutée (cf. fiche Assurer la vérité des prix).

Gérer la rareté de l'eau. La réforme des institutions dans le domaine de l'irrigation, l'élimination des distorsions résultant de l'action politique, telles que les subventions à l'eau et à l'électricité, et la mise en place d'un environnement propice aux politiques commerciales et macroéconomiques sont autant de mesures importantes pour améliorer le rendement de l'eau et répondre à des demandes concurrentes. Des réformes de grande ampleur nécessitent des pilotes et une répartition équitable des droits sur l'eau afin de surmonter les obstacles politiques. Avec l'aggravation de la pénurie, les

marchés de l'eau peuvent intervenir, une aide pouvant être nécessaire pour en favoriser l'émergence et en assurer la régulation.

Rendre plus durables les systèmes intensifs. L'amélioration de la santé humaine et de l'environnement passe en priorité par la réduction de l'empreinte environnementale des systèmes d'agriculture intensive et notamment de la pollution agrochimique et animale. Elle permettra aussi de réduire les pressions sur la croissance de la productivité résultant de la dégradation des sols et de l'eau. Pour mettre en œuvre des pratiques agricoles plus durables, il est nécessaire de faire appel à une combinaison judicieuse d'incitations (par le prix des facteurs de production et des produits), la mise en œuvre de technologies de gestion améliorées telles que la gestion intégrée des ravageurs et des nutriments, et une meilleure réglementation (cf. fiche Agriculture et environnement).

Développement des régions en retard. Avec le passage à la nouvelle agriculture et la diminution de la taille de l'exploitation agricole dans les zones à fort potentiel, l'augmentation de la productivité et des revenus agricoles dans les régions moins favorisées peut permettre d'assurer les moyens de subsistance des agriculteurs et leur accès au marché. La hausse de la productivité dans ces régions est subordonnée à d'importants investissements dans la gestion des terres et de l'eau, dans la recherche agricole et dans les nouvelles approches de la vulgarisation, appuyés par une réforme des prix et de la commercialisation des céréales.

Un développement rural en dehors des exploitations, en lien avec les villes. La croissance de l'emploi rural non agricole est bien souvent en étroite corrélation avec la croissance de l'agriculture qui est le principal fournisseur de facteurs de production intermédiaires pour d'autres secteurs tels que l'industrie de transformation alimentaire (liaison aval). Le développement régional et territorial de pôles agricoles (transformation et emballage de produits à forte valeur ajoutée) constitue une occasion à saisir pour le

développement rural non agricole. Dans les pays densément peuplés, les industries urbaines guident le secteur rural non agricole par la passation de contrats. Les investissements dans l'infrastructure et les compétences et des améliorations du climat d'investissement du secteur privé sont les priorités de l'action à mener. Le développement de marchés locaux pour permettre aux petites exploitations de se consolider, de devenir efficaces et de faire passer une partie de la main-d'œuvre aux activités non agricoles ou l'inciter à migrer est prioritaire.

Les compétences nécessaires pour une migration réussie. Pour réussir à quitter l'agriculture, que ce soit pour entrer dans le secteur rural non agricole ou en migrant dans des zones urbaines, il faut développer et approfondir l'éducation. Des investissements massifs dans le capital humain sont nécessaires pour préparer la prochaine génération à quitter l'agriculture. Des programmes prévoyant des transferts conditionnels, tels que les secours distribués au Bangladesh sous condition d'assiduité scolaire, peuvent augmenter la demande scolaire, mais ne peuvent réussir qu'en améliorant considérablement la qualité de l'enseignement rural.

Des filets de protection sociale pour les autres. Les pays en mutation connaissent la concentration de pauvres la plus forte au monde ; les aides directes par le biais de programmes d'emploi bien conçus et bien gérés dans les zones rurales (infrastructure rurale, reforestation, structures de conservation des sols, petits barrages et dessilage de canaux et d'étangs) peuvent réduire la pauvreté, améliorer le climat d'investissement rural et remettre en état des ressources naturelles dégradées. Des mécanismes de suivi et de responsabilité bien définis et des évaluations rigoureuses sont nécessaires pour garantir une utilisation effective et efficace des ressources.

La présente fiche est extraite du Rapport sur le développement dans le monde 2008 publié par la Banque mondiale, *L'agriculture au service du développement*. D'autres informations et des sources détaillées figurent dans ce rapport. Celui-ci utilise une typologie simple des pays en fonction de la contribution de l'agriculture à la croissance générale, de 1990 à 2005, et du pourcentage des ruraux pauvres dans le nombre total des pauvres (2 dollars par jour en 2002). Dans les pays agricoles (essentiellement en Afrique), l'agriculture contribue de manière significative (>20%) à la croissance totale. Dans les pays en mutation (essentiellement en Asie), les secteurs non agricoles sont dominants, mais la grande majorité des pauvres vit en zone rurale. Dans les pays urbanisés (essentiellement en Amérique latine, en Europe et en Asie centrale), les pauvres sont plus nombreux en zone urbaine, mais la pauvreté est souvent plus grande dans les zones rurales.